

**ANALYSE DE LA PERFORMANCE ECONOMIQUE ET
SOCIALE DU SECTEUR INFORMEL DES TECHNOLOGIES
DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION AU
BURKINA FASO**

Sylvestre OUEDRAOGO*

Résumé

Une des grandes révélations de l'avènement des technologies de l'information et de la communication (TIC) en Afrique a été la naissance d'un secteur non structuré ou secteur informel des TIC. Ce secteur semble se développer avec ses logiques et ses règles propres et souvent différentes de l'économie informelle telle que nous la connaissons.

Cet article analyse la performance de ce secteur en se focalisant sur les aspects économiques et sociaux. Il utilise pour ce faire des données collectées auprès des entreprises informelles de TIC et utilisant un modèle de régression Logit. Les résultats indiquent que les caractéristiques sociodémographiques du promoteur n'ont pas d'influence sur la performance du secteur informel des TIC. Par

*Correspondances : Enseignant-chercheur UFR/Sciences Economiques, Université Ouaga II

contre, l'utilisation des outils de communication comme le téléphone mobile et le téléphone fixe affectent positivement la performance des acteurs du secteur informel.

Mots clés : *Secteur Informel, Technologies de l'information et de la Communication, performances économiques, Modèle Logit, Burkina Faso*

Abstract

One of the great revelations of the advent of information technology and communication (ICT) in Africa was the birth of a informal sector of ICT. This sector seems to develop with its own rules and logic, and often different from the informal economy as we know it.

This article analyzes the performance of this sector by focusing on the economic and social aspects. It uses data collected from enterprises and informal ICT using a logit regression model. The results indicate that the sociodemographic characteristics of the promoter did not affect the performance of the informal sector of ICT. For cons, the use of communication tools such as mobile phone and landline positively affect the performance of the informal sector.

Keywords : Informal Sector, Information Technology and Communication, economic performance, Logit Model, Burkina Faso.

1. INTRODUCTION

Le continent Africain a connu des soubresauts sur le plan économique dans les années 1980, ce qui a conduit à la mise en place d'un grand nombre de mesures dont les programmes d'ajustement structurel. (PAS)

Cependant, les programmes d'ajustement structurel n'ont pas permis de dépasser la crise constatée. Au contraire, les appareils économiques sont restés très peu structurés dans le sens d'une amélioration de la productivité du travail ou d'une diversification, gage d'une plus grande sécurité. En plus, les effets sociaux (licenciement notamment) dus aux privatisations et à la libéralisation

de l'environnement économique ont renforcé la place des activités dans l'informel seul secteur qui semblait résister aux crises selon certains auteurs. En effet Hugon (1980) soutient: alors que les entreprises modernes connaissent de grandes difficultés, celles relevant du secteur informel résistent à la crise et même se multiplient ». Au fil des années, la place du secteur informel s'est renforcée et cela contrairement aux réflexions des années des indépendances qui lui prédisaient une fin certaine. Selon l'étude 1,2,3 de l'UEMOA qui s'est intéressée au secteur informel dans les principales agglomérations de sept des huit États membres de l'UEMOA en 2003, le chiffre d'affaires global des unités de production informelle (UPI) s'élevait à 5.905,3 milliards pour les sept agglomérations (les capitales auxquelles l'étude s'est intéressée). La production et la valeur ajoutée se chiffraient respectivement à 3.824,2 et 2.523 milliards soit environ 14% de la valeur ajoutée totale de ces pays.

En outre le secteur informel met à la disposition des ménages les biens et services à des prix accessibles à ces derniers qui constituent d'ailleurs l'essentiel de la clientèle des Unités de production informelle (UPI). Par ailleurs, le secteur informel offre une place d'expression aux « laissés pour compte » et demeure actuellement le premier pourvoyeur d'emploi en Afrique sub-saharienne (ASS). Il occupe 75% des emplois urbains selon Traoré et al (2000).

C'est dans un tel environnement économique avec une domination des activités agricoles en terme d'occupation des populations plus, de 75% en ASS, et de contribution au PIB et une forte capacité de « création d'emploi » urbain du secteur informel, que dans le milieu des années 90, les technologies de l'information et de la communication (TIC) ont fait irruption dans les pays africains.

Si les TIC revêtent plusieurs aspects (informatique, télécommunication, audio-visuel, ...), les résultats les plus probants en matière d'avancée des TIC sur le continent restent incontestablement le domaine de la téléphonie mobile où le taux de pénétration n'a d'égal sur aucun continent. Ainsi, selon Touré(2007)¹, Secrétaire Général de l'Union internationale des télécommunications (UIT), les pays africains ont connu les plus forts taux de croissance en téléphonie mobile, allant de 50 à 400 pour cent entre 2005 et 2007.

Le secteur des TIC, de par son fort développement dans certaines de ses composantes comme le mobile a offert un nouveau terreau à l'informel de par les nouvelles opportunités qu'il a ouvert. La manifestation de ces opportunités pour l'informel la plus apparente est l'éclosion des télécentres privés, les services de vente de carte de recharge, les cybercafés ainsi que la maintenance des téléphones portables, qui s'apparente plus à des "bricoles" des téléphones portables, la vente des cartes de recharge et accessoires et des ordinateurs...

Pourtant, à l'origine, l'usage de ces équipements était orienté sur un public intellectuel, lettré et possédant un certain revenu. Or de plus en plus, l'usage de ces types d'équipements tend à être banalisé, touchant toutes les couches sociales. Le secteur des services qui accompagne cet élan a également suivi la dynamique d'où une « informalisation » de plus en plus grandissante de ce secteur pourtant de « haute technologie ». Les écoles supérieures en informatique (surtout privées) ont également accompagné cet essor, déversant des jeunes diplômés sur le marché de l'emploi, agrandissant ainsi le nombre de chômeurs. Ces jeunes vont également agrandir le secteur

¹ AMADOUN TOURE (2007) AMELIORER LA CONNECTIVITE DES TIC POUR DEVELOPPER LA CROISSANCE ECONOMIQUE EN AFRIQUE
[HTTP://PORTAL.UNESCO.ORG/CI/FR/EV.PHP-URL ID=25402&URL DO=DO TOPIC&URL SECTION=201.HTML](http://portal.unesco.org/ci/fr/ev.php-url_id=25402&url_do=do_topic&url_section=201.html) IUT

de l'informel en travaillant sur de rares contrats individuels implicites de façon générale et se contentant de faibles rémunérations tout en offrant des services à faibles coûts.

C'est dans le but d'apprécier les effets de telles évolutions sur le plan social et économique que la présente étude a été initiée. L'objectif principal de l'étude est de mieux comprendre les dynamiques et les performances actuelles du secteur informel des TIC afin d'appréhender le potentiel économique et social de ce sous-secteur pour l'économie burkinabè.

La suite du papier est organisée en 4 sections. La section 2 fait une revue de la littérature sur le secteur informel des TIC. La section 3 traite des questions d'ordre méthodologique. La section 4 présente et analyse les résultats. La section 5 conclut l'article en tirant les implications essentielles de politique économique.

2. REVUE DE LITTERATURE

Le secteur informel a suscité beaucoup de réflexions, de débats et d'études en Afrique comme dans les autres pays du tiers monde. Dans ce paragraphe, une définition du secteur informel des TIC est proposée avant de passer en revue l'évolution de la conception du secteur informel selon différentes théories.

Depuis les années 80, le secteur informel retient l'attention non seulement des acteurs de développement, décideurs politiques, bailleurs de fonds, mais aussi des chercheurs. Ainsi, de nombreux travaux ont porté sur le secteur informel en général. Que faut-il entendre par secteur informel ?

Le vocable « informel » est attribué à Keith Hart (1973 cité par Hernandez 1997), qui qualifia ainsi d'« innommable », en étiquetant les personnes et les activités en marge de la sphère de l'économie dite

moderne. Les définitions du secteur informel varient selon le critère utilisé : juridique, importance économique, intensité capitalistique et sociale.

Ferchiou (1997), considère les entreprises informelles comme étant celles qui évoluent en marge de la légalité, dans une situation d'a-légalité, l'Etat acceptant cette situation soit par impuissance, soit par indulgence. Mais le critère juridique semble trop restrictif pour d'autres auteurs. C'est pourquoi cette conception du secteur informel sera contestée. Traoré et al (2000) par exemple pensent que ce critère n'est pas réaliste, car dès lors que ces entreprises paient la CSI (Contribution du Secteur Informel cas du Burkina Faso), du moins pour une grande partie d'entre elles, ces dernières sont implicitement reconnues juridiquement. Il faudrait donc des critères plus objectifs pour définir ce secteur.

Des auteurs essayeront d'expliquer l'aspect non structuré par une énumération des caractéristiques plus ou moins communes aux activités du secteur informel. A cet effet, Ellis (1999), définit les entreprises informelles comme des unités à petite échelle où le salariat est absent (ou limité), où le capital avancé par actif est faible, mais où il y a néanmoins échange de biens et services onéreux. Dans ces unités souligne-t-il, les règles dominantes ne sont pas salariales, mais coutumières, hiérarchiques, affectives et les relations de proximité essentielles.

La définition adoptée par les chercheurs de l'OCDE semble plus complète. En effet ils utilisent une combinaison des trois critères à savoir, nombre d'actifs, critère juridique et intensité capitalistique. Ces derniers considèrent qu'une micro-entreprise peut être considérée comme informelle si les trois conditions suivantes sont réunies. Il s'agit d'abord du nombre d'actifs qui doit être moins de dix actifs. L'entreprise doit être non recensée et donc ne respectant pas ses obligations légales en matière de sécurité, d'impôts et taxes, de droit de travail etc. En outre, l'intensité capitalistique doit être faible (le

capital par actif serait toujours faible, voire insignifiant, capital humain et capital matériel).

Il est généralement admis que le secteur informel est constitué d'activités économiques qui ne sont pas enregistrées non pas par la volonté de se soustraire aux réglementations en vigueur, mais plutôt par l'incapacité des réglementations à s'appliquer à des réalités de nature difficile à saisir. Il comprend les entrepreneurs individuels travaillant à leur propre compte sans employer de salariés de façon permanente et ceux qui peuvent employer des salariés de façon permanente mais le font à un taux de salaire en dessous d'un certain seuil, en l'occurrence le Salaire Minimum Industriel Garanti (SMIG).

La littérature consacrée à l'économie informelle a connu une évolution rapide. En effet, depuis les années 50, on est tour à tour passé des théories de la marginalisation du secteur informel aux théories le valorisant. Trois courants peuvent ainsi être identifiés: les libéraux, les marxistes et la théorie évolutionniste. Par ailleurs, l'économie informelle de par ces caractéristiques s'inscrit résolument dans la logique d'une économie sociale.

Bien que réductrice, dans la présente étude, on retiendra le fait qu'une entreprise est informelle dans le domaine des TIC si la pratique de l'activité ne répond pas aux critères d'une entreprise formelle.

Nous mettons l'accent ici sur la pratique de l'activité plus que le respect des textes réglementaires en matière de création d'entreprise et de tenue de comptabilité. En effet, dans la plupart des entreprises informelles des TIC, les acteurs n'ont pas acquis les compétences sur leur métier dans des instituts et écoles formelles, mais avec un apprentissage sur le tas. C'est cette facilité d'entrée dans le domaine des TIC sans toutefois avoir des compétences scientifiques poussées qui caractérise le secteur que l'on peut d'ailleurs qualifier d'économie populaire. Cette observation est valable également pour la sortie ou le changement d'une activité. Il est fréquent de voir une enseigne de cybercafé dans un quartier et quelques temps après, l'entreprise ferme

et devient une boutique de vente de composants de téléphones portables ou de réparation d'ordinateurs.

Des jeunes sans formations en informatique pratiquent la maintenance informatique et certains réparent des équipements comme des téléphones portables qui sont des concentrés de haute technologie.

Les observations faites dans le cadre du projet TIC INFOR ont aidé à formuler cette définition qui vient du caractère empirique et de la nouveauté du phénomène².

La performance du secteur informel sera analysée en étudiant certains indicateurs économiques comme l'évolution du chiffre d'affaire, le temps resté dans l'activité, le nombre de personnes employées.

Notre hypothèse de base sera qu'une entreprise informelle des TIC sera performante si on constate une croissance de son chiffre d'affaire sur plusieurs années. Dans le cas contraire, l'entreprise fermera et changera d'activité.

3. DEMARCHE METHODOLOGIQUE DE L'ETUDE

Le secteur informel des TIC est vu ici comme l'ensemble des activités entreprises dans le domaine des télécommunications, de l'informatique et de l'audio visuel qui ne répondent pas aux critères des entreprises formelles.

METHODE D'ANALYSE DES DONNEES

La méthode d'analyse pour répondre aux différentes questions de recherche combine plusieurs outils allant de la statistique descriptive à

² OUEDRAOGO Sylvestre (2009), Dynamiques et rôle économique et social du secteur informel des TIC au Burkina Faso, au Cameroun et au Sénégal, éléments méthodologiques pour une recherche sur la question, Yam Pukri, Burkina Faso. 113 pages

l'économétrie des variables qualitatives en passant par la statistique inférentielle. En effet, la caractérisation, l'analyse de la dynamique interne des acteurs et l'estimation du potentiel social et économique sont s à l'aide des outils de la statistique descriptive et inférentielle. Pour l'analyse de la performance des acteurs, un modèle économétrique a été spécifié.

Le modèle logit dichotomique

Il est communément admis qu'il est difficile de faire une étude approfondie sur le secteur informel à cause de la difficulté à avoir des informations chiffrées et fiables. Nous allons donc utiliser des variables de nature qualitative pour apprécier la performance du phénomène.

Le modèle de régression *logit* dichotomique qui se prête à une telle analyse est utilisé dans cette étude. En effet, la modélisation *logit* est l'une des méthodes économétriques utilisée pour modéliser des comportements individuels consistant à choisir entre deux options et évaluer l'influence de facteurs tels que les facteurs socio-économiques sur ces comportements. Dans cette étude, ce modèle est préféré au modèle *probit* pour mieux prendre en compte les valeurs aberrantes éventuelles que peuvent contenir les données. Les deux distributions sont toutes deux similaires dans la mesure où elles sont toutes symétriques par rapport à 0 ; une des différences réside au niveau de la variance : celle du modèle *probit* vaut 1 tandis que celle du modèle 3. Dans cette recherche, la modélisation porte sur la probabilité qu'un acteur i du secteur des TIC soit performant. Sans rentrer dans les détails, le modèle de choix binaire *logit* de cette étude peut s'écrire de la façon suivante :

i

i est le vecteur des variables explicatives retenues dans le modèle ;

i est celui des paramètres à estimer ;

α est la constante ;

P est la probabilité qu'un acteur du secteur des TIC soit performant où $P \in 0,1$;

i est le terme d'erreur supposé indépendant et identiquement distribué suivant une loi Gumbel³.

Ce modèle est utilisé pour analyser les facteurs explicatifs de la performance des acteurs du secteur informel des TIC. Il est utilisé dans cette présente, l'évolution du chiffre d'affaires de chaque acteur comme proxy de sa performance.

La performance d'un acteur, la variable dépendante peuvent alors être représentée par une variable binaire Y « *le chiffre d'affaires a augmenté* » de la façon suivante :

$$\left\{ \begin{array}{l} i=1 \text{ si le chiffre d'affaires de l'acteur } i \text{ a augmenté ou } Y^* > 0 \\ i=0 \text{ si non ; ou } Y^* \leq 0 \end{array} \right.$$

Cette représentation dichotomique signifie que la performance des acteurs du SITIC ne peut être spécifiée de manière linéaire. La $*$ est définie comme la satisfaction tirée de l'augmentation du chiffre d'affaires. Elle est liée aux caractéristiques de l'acteur et les facteurs environnementaux du secteur des TIC.

La méthode d'estimation

L'estimation du modèle *logit* est faite par la méthode du maximum de vraisemblance. Cette méthode consiste à produire des paramètres de la régression logistique qui rendent maximum la vraisemblance de l'échantillon utilisé. La vraisemblance d'un échantillon correspond à

³Distribution à valeurs extrêmes.

la probabilité d'obtenir cet échantillon à partir d'un tirage dans une population. La vraisemblance d'un échantillon s'écrit simplement de la façon suivante.

i. Le plus souvent, c'est la log-vraisemblance qui est utilisée pour faciliter les manipulations. Pour l'obtenir, il suffit de linéariser la $i) \times \ln(I - p)$.

La structure du modèle *logit* est telle que l'espérance mathématique du terme d'erreur n'est pas forcément nulle (l'hypothèse de nullité de l'espérance du terme d'erreur n'est plus valide). Par conséquent, l'utilisation de la méthode des moindres carrés ordinaires (MCO) est inappropriée. En revanche la méthode du maximum est indiquée. Les estimateurs obtenus par cette méthode sont asymptotiquement sans biais et à variance minimale.

Les variables de l'étude

Les variables explicatives sont choisies sur la base des hypothèses de l'étude et des besoins du modèle *logit* en tenant compte des problèmes d'endogénéité (test en deux étapes de Nakamura Nakamura) entre les variables explicatives. Finalement, les variables retenues sont présentées dans le tableau suivant.

Tableau N°1: **Liste des variables explicatives du modèle**

Nom des variables	Codification de la variable
L'âge ⁴ de l'acteur (age)	C'est l'âge de l'enquêté ; ces valeurs sont continues
Le sexe de l'acteur (sexe)	Le sexe de l'acteur prend la valeur 1 si masculin et 0 si féminin.
Le niveau d'instruction (instruction)	Le niveau d'instruction prend la valeur 1 si l'acteur a reçu une formation technique et professionnelle et 0

⁴ Il n'y a pas d'effet quadratique de l'âge

	si non.
La possession d'un mail (mail)	La possession d'un mail prend la valeur 1 si Oui et 0 si non, la possession d'un mail montre que l'acteur est moderne, bien que travaillant dans l'informel
L'étendue du marché (marche)	L'étendue du marché prend la valeur 1 si local et 0 si autres.
Le secteur d'activité de l'acteur (secteurtic)	Le secteur d'activité de l'acteur prend 1 si TIC public et 0 si TIC privé.
La forme de l'établissement (foretabl)	La forme de l'établissement prend la valeur 1 si individuel et 0 si autres
L'utilisation d'un ordinateur (ordi)	L'utilisation d'un ordinateur prend la valeur 1 si Oui et 0 si non
L'utilisation d'un téléphone fixe (fixe)	L'utilisation d'un téléphone fixe prend la valeur 1 si Oui et 0 si non
L'utilisation d'un téléphone portable (portable)	L'utilisation d'un téléphone portable prend la valeur 1 si Oui et 0 si non
L'acteur exerce dans les télécommunications (telecom)	L'acteur exerce dans les télécommunications prend la valeur 1 si Oui et 0 si non
L'acteur exerce dans les activités informatiques (inform)	L'acteur exerce dans les activités informatiques prend la valeur 1 si Oui et 0 si non
L'acteur exerce dans les activités de l'audiovisuel (audiovis)	L'acteur exerce dans les activités de l'audiovisuel prend la valeur 1 si Oui et 0 si non
Le type de principaux clients (typeclient)	Le type de principaux clients prend la valeur 1 si grossistes et 0 si détaillants
Appréciation de la concurrence (concur)	Appréciation de la concurrence prend la valeur 1 si forte et 0 si faible

Mécanisme de fixation des prix (fprix)	Mécanisme de fixation des prix prend la valeur 1 si marchandage et 0 si autres
Raisons d'exercer dans le secteur des TIC (raisontic)	Raisons d'exercer dans le secteur des TIC prend la valeur 1 si meilleur profit et 0 si autres
Facilité d'écoulement des produits (ecoul)	Facilité d'écoulement des produits prend la valeur 1 si Oui et 0 si non
Difficultés d'organisation et de gestion (diffic)	Difficultés d'organisation et de gestion prend la valeur 1 si Oui et 0 si non
Trop de réglementations en impôts et taxes (treglement)	Trop de réglementations en impôts et taxes prend la valeur 1 si Oui et 0 si non

Source : auteur à partir des données de l'étude

Source des données

Cet article utilise des données collectées dans le cadre d'un programme de recherche sur le secteur informel des TIC en Afrique de l'Ouest entrepris par l'ONG Yam Pukri (www.yam-pukri.org) en collaboration avec l'Université de Ouagadougou, l'université Louis Gaston Berger du Sénégal ainsi que le réseau ANAIS au Cameroun. La recherche a été financée par le CRDI (centre de recherche et de développement international). L'enquête a porté sur environ un millier d'unités de production informelle des TIC au Burkina Faso

L'enquête sur le secteur informel en général et celui des TIC est réputée difficile pour deux raisons: l'une se rapporte à l'absence de données comptables et l'autre à l'absence de base de sondage fiable. C'est pourquoi dans la présente étude ces deux difficultés majeures ont été prises en compte dans la méthodologie. Cette dernière se subdivise en deux phases : une phase de constitution de la base de sondage qui va consister en un recensement des acteurs et la phase

d'enquête dont l'échantillon est constitué à partir de la base de sondage.

En tenant compte de la répartition géographique des activités, nous avons d'abord procédé une segmentation des différentes villes concernées par notre étude en nous appuyant sur une carte géographique de chaque ville⁵.

C'est après cette phase de recensement des entreprises informelles qu'un échantillon de 1000 individu a été tiré en essayant de garder les différentes proportionnalités. Une équipe de l'Institut National de Statistique et de la Démographie (INSD) a appuyé les chercheurs.

4 - RESULTATS DE L'ETUDE CARACTERISTIQUES DES ACTEURS ET DYNAMIQUE INTERNE DU SECTEUR INFORMEL DES TIC

L'analyse des caractéristiques des acteurs a porté sur des variables comme l'âge des promoteurs, leur niveau d'instruction, le genre, la situation géographique etc.

Ainsi, il ressort que les promoteurs d'unités informelles dans les TIC sont en majorité des hommes, 86% contre seulement 14% de femmes. Agés en moyenne de 31 ans, la tranche d'âge 25-34 ans est fortement représentée, 58% des acteurs dans la ville de Ouagadougou contre respectivement 34% et 8% pour les tranches d'âge 12-23 et plus de 35 ans.

Par ailleurs les niveaux d'instruction sont disparates. En effet, 18% n'ont aucun niveau d'instruction tandis que le reste des acteurs a au moins été alphabétisé. Le secteur informel des TIC à Ouagadougou marque sa spécificité sur ce point avec le secteur informel en général

⁵ OUEDRAOGO. S (2009), Dynamiques et rôle économique et social du secteur informel des TIC au Burkina Faso, au Cameroun et au Sénégal, éléments méthodologiques pour une recherche sur la question, Yam Pukri, Burkina Faso. 113 pages

avec 35% des acteurs ayant un niveau minimum secondaire contre 3,4 ans comme durée moyenne d'étude dans ce secteur (UEMOA 2003).

Cette présence de personnes ayant un niveau d'instruction significatif se justifie par les activités d'origine des acteurs. En effet, 20 % des acteurs étaient avant la présente activité qu'ils exercent, soit du public, soit du secteur formel ou étaient élèves/étudiants.

La répartition des acteurs selon l'activité fait ressortir que le secteur de la télécommunication est de loin le plus représenté, 85% des acteurs travaillent dans ce domaine contre 8% dans l'audio visuel numérique et 7% dans l'informatique et internet. Cette répartition confirme les statistiques sur la représentativité et la pénétration des TIC par les télécommunications. En effet, le secteur des TIC le plus développé dans les pays du sud est celui des télécommunications. Ce qui à d'ailleurs conduit des auteurs tels que Youssef et al. (2004), à négliger les autres domaines dans leurs estimations lors de leurs travaux sur l'effet du secteur des TIC sur la croissance économique.

En outre la répartition de l'activité principale des promoteurs est liée significativement au genre du promoteur ($P = 0.010^6$). Dans les télécommunications les femmes sont plus représentées que les hommes (91% contre 84%). Cela s'explique par leur présence dans les télécentres où elles sont quasiment seules comme gérantes. Par contre l'audio visuel numérique semble être l'affaire des hommes (9% contre 1%). Au niveau du domaine de l'informatique, autant de femmes que d'hommes y exercent avec un point de plus néanmoins que les hommes (8% contre 7%).

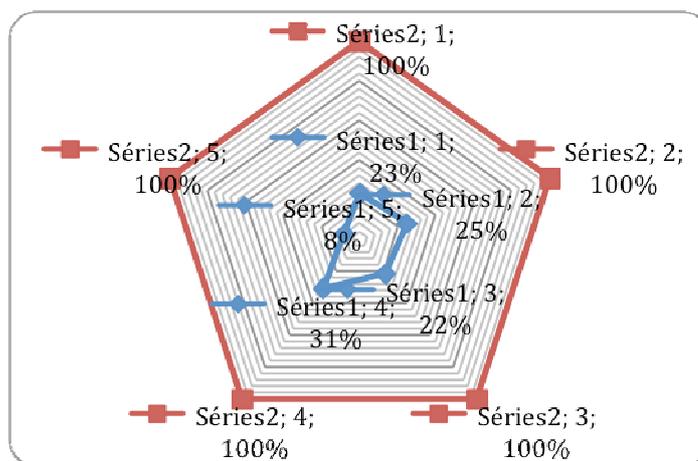
Pour l'analyse de la dynamique des activités, les principales caractéristiques qui sont analysées ici sont le chiffre d'affaires, la

⁶Valeur P (probabilité de rejet à tort de l'hypothèse nulle) de la statistique de Khi-deux lors du test d'indépendance entre les variables.

marge bénéficiaire, la quantité des inputs, le nombre de clients et les prix des biens et services.

Ainsi, en se fixant comme performance idéale une situation dans laquelle 100% des promoteurs affirmeraient avoir constaté une évolution positive de chacun de ces indicateurs, le graphique 1 ci-dessous nous montre la performance réelle dans la dynamique des activités.

Figure N°1. : Radar performance réelle et performance idéale



Source : Enquête secteur informel Ouagadougou 2009

Ce graphique montre que le pourcentage de promoteurs ayant constaté une hausse de la marge bénéficiaire au cours des douze derniers mois est de seulement 25%. Ce pourcentage est de 22% pour ce qui concerne l'évolution du chiffre d'affaires, 25% pour la hausse de la quantité des inputs, 31% pour le nombre de clients et 8% pour les prix des produits et services. Dès lors la question qui se pose est celle relative aux facteurs explicatifs de tels chiffres.

De l'analyse il ressort que plusieurs facteurs peuvent probablement expliquer un tel état de fait. En effet, pour ce qui concerne par exemple le mouvement du chiffre d'affaires, la forte concurrence (70%) et le faible pouvoir d'achat des consommateurs (51%) sont les principaux facteurs explicatifs. Une analyse plus poussée montre que le mouvement du chiffre d'affaires est fortement lié à la zone géographique et au genre du promoteur. En effet, le chiffre d'affaires paraît plus volatile en milieu rural qu'en milieu urbain (15% de stabilité contre plus de 20%). Par ailleurs, les promoteurs hommes semblent plus favorisés, car plus nombreux à enregistrer une hausse de leur chiffre d'affaires et moins nombreux à en enregistrer une baisse. Quant à la dynamique de la clientèle, elle est liée uniquement au genre du promoteur et ne dépend ni de la situation géographique ni du type d'activités. Il semble donc exister une règle de sélection liée au genre des promoteurs de la part des clients.

RESULTATS DE L'ESTIMATION : LES FACTEURS EXPLICATIFS DE LA PERFORMANCE DES ACTEURS

Les résultats de l'estimation économétrique sont présentés dans le tableau suivant :

Tableau N°2: résultats de l'estimation économétrique

Variabiles	Coefficients estimés	Statistiques z de Wald	Effets marginaux
<i>Constante</i>	<i>1,019</i>	<i>1,98</i>	<i>-</i>
<i>Age</i>	<i>-0,005</i>	<i>-0,66</i>	<i>-0,0014</i>
<i>Genre</i>	<i>-0,286</i>	<i>-1,28</i>	<i>-0,0709</i>
<i>Instruction</i>	<i>-0,265</i>	<i>1,43</i>	<i>0,0643</i>
<i>Mail</i>	<i>0,083</i>	<i>0,25</i>	<i>0,0207</i>
<i>Secteur tic</i>	<i>-0,432**</i>	<i>-2,04</i>	<i>-0,1074</i>
<i>Foretabl</i>	<i>0,526***</i>	<i>3,27</i>	<i>0,1264</i>
<i>Ordi</i>	<i>0,350</i>	<i>1,35</i>	<i>0,0870</i>
<i>Fixe</i>	<i>0,688**</i>	<i>2,02</i>	<i>0,1697</i>
<i>Portable</i>	<i>0,452***</i>	<i>2,85</i>	<i>0,1098</i>
<i>Telecom</i>	<i>-0,434*</i>	<i>-1,94</i>	<i>-0,1050</i>
<i>Inform</i>	<i>-0,445</i>	<i>-0,81</i>	<i>-0,1050</i>
<i>Audiovis</i>	<i>-0,120</i>	<i>-0,31</i>	<i>-0,0293</i>
<i>Type client</i>	<i>-0,037</i>	<i>-0,19</i>	<i>-0,0091</i>
<i>Cconcur</i>	<i>-0,406***</i>	<i>-2,82</i>	<i>-0,1002</i>
<i>Marche</i>	<i>-0,575*</i>	<i>-1,71</i>	<i>-0,1387</i>
<i>Fprix</i>	<i>-0,093</i>	<i>-0,49</i>	<i>-0,0228</i>
<i>Raisontic</i>	<i>-0,393**</i>	<i>-2,52</i>	<i>-0,0954</i>
<i>Diffic</i>	<i>-0,282</i>	<i>-1,39</i>	<i>-0,0701</i>
<i>Ecoul</i>	<i>-0,881***</i>	<i>-5,90</i>	<i>-0,2153</i>
<i>Treglement</i>	<i>-0,342**</i>	<i>-2,11</i>	<i>-0,0832</i>
Probabilité prédite=		0,43	
Log pseudo likelihood=		-625,03994	
Nombre d'observations=		995	
Statistique de wald (20)=		99,45	

Source : auteur à partir des données de l'enquête

Note : ***significativité à 1%, **significativité à 5%, * significativité à 10%

Ces résultats montrent que les variables du modèle contribuent dans l'ensemble à expliquer la probabilité pour qu'un acteur du SITIC

soit performant. L'évaluation globale de la régression à partir du test de Wald ($Z=99,45$) montre que les variables sont conjointement significatives pour expliquer la performance des acteurs du secteur informel des TIC.

Par ailleurs, le taux de prédiction correcte du modèle est de 64,75%. Cela signifie que dans environ 64% des cas, le modèle prédit $i=1$ par exemple). La probabilité prédite du modèle est de l'ordre de 0,43 ; c'est la probabilité prédite par le modèle pour que le chiffre d'affaires d'un acteur augmente.

Les résultats montrent que contrairement aux attentes, les variables socio-économiques retenues dans le modèle n'ont aucune influence sur la performance des acteurs. En effet, les variables âge, sexe et niveau d'instruction ne sont pas significatifs dans l'explication de la performance des acteurs. Le caractère technologique du secteur aurait pu amener à croire que le niveau d'instruction aurait un impact significatif sur la probabilité d'être performant ; l'hypothèse selon laquelle les promoteurs ayant un niveau d'instruction élevé ont une probabilité d'être plus performant que les autres n'est ainsi pas vérifiée. Ce résultat soulève un paradoxe intéressant qui montre le rôle et l'importance de « l'apprentissage sur le tas » pour les activités du secteur informel. En effet, de nombreux acteurs ont appris leur savoir-faire sur le tas.

Les résultats montrent que l'utilisation du téléphone fixe ou du téléphone mobile influence positivement la probabilité d'être performant, par contre l'utilisation de l'ordinateur n'a pas un coefficient significatif. Cela peut s'expliquer par le fait que le téléphone (notamment le mobile) est un véritable outil qui sert aux acteurs de l'informel dans la gestion de la clientèle (organisation et planification des rendez-vous ou livraisons), dans la prospection

commerciale et dans le management à distance (gestion de plusieurs points de service ou de vente en même temps).

Les résultats indiquent que le passage d'un acteur du secteur d'activité privé au secteur public diminue la probabilité d'être performant de 0,107% ; cela signifie que le chiffre d'affaires baisse. Aussi en exerçant l'activité individuellement, cela augmente de 0,12% la chance d'être performant. Plus la concurrence est forte plus le chiffre d'affaires diminue et cela a pour conséquence une faible performance des acteurs. En effet, une concurrence plus forte réduit la probabilité d'être performant de 0,10%.

ESTIMATION DU POTENTIEL SOCIAL ET ECONOMIQUE

L'appréciation du rôle économique et social du secteur informel des TIC passe par l'analyse de sa contribution au produit intérieur brut, à la création d'emplois, au budget de l'Etat.

Le nombre moyen de main d'œuvre par unité d'exploitation est 1.61 personnes ce qui signifie que les établissements sont majoritairement individuels. Les hommes représentent 71% de la main d'œuvre. La majorité de cette main d'œuvre a un niveau primaire ou secondaire général (57%). Toutefois la proportion de la main d'œuvre sans instruction, ni formation, ni alphabétisation, n'est pas négligeable (21%). Quant à la stabilité des emplois, 84% des emplois sont permanents malgré l'inorganisation du secteur.

Pour ce qui concerne la rémunération, la plupart des acteurs perçoivent un salaire fixe (mois, quinzaine, semaine). Ils représentent environ 41% des acteurs du secteur informel des TIC. Mais environ 26 personnes sur 100 travaillent sans rémunération. La rémunération moyenne mensuelle par travailleur est de 22 067 FCFA ; ce qui ne leur permet pas d'assurer le minimum d'existence. En réalité, environ 87% des ouvriers reçoivent un salaire inférieur au SMIG qui est égal à 32000 FCFA. La rémunération est discriminatoire car les hommes

gagnent en moyenne plus du double du gain des femmes (28 045FCFA contre 13 840FCFA). Même si les conditions de travail sont précaires dans ce secteur, force est de reconnaître que le secteur informel des TIC contribue fortement à la réduction du chômage au Burkina Faso. Mais il faut noter que même si c'est un secteur important pour l'économie, il contribue aussi au développement du phénomène de la fraude, le non paiement des impôts, toute chose qui peut contribuer à freiner le développement des affaires dans notre pays.

Dans le secteur informel des TIC, le chiffre d'affaire mensuel moyen s'élève 50 968FCFA. Cette valeur ne rend pas compte de la dispersion du chiffre d'affaire car une analyse par tranche du chiffre d'affaire montre que le chiffre d'affaire des 90% des acteurs excéderait difficilement la valeur de 50000FCFA.

Pour ce qui est de la productivité, en tenant compte du fait qu'il se trouve en moyenne 1.6 personne par unité d'exploitation du secteur informel des TIC et un chiffre d'affaire mensuel moyen de 50 968FCFA, l'on peut finalement estimer la productivité moyenne mensuelle du travail à $50\ 968/1,6=31\ 865$ FCFA. La productivité moyenne mensuelle du travail est donc supérieure à la rémunération mensuelle moyenne payée de 31%; il existe donc un phénomène de sous-emploi dans le secteur informel des TIC.

CONCLUSION

Au terme de l'analyse, il faut noter que le secteur informel des TIC apparaît comme un secteur ayant beaucoup de spécificités non seulement dues à l'informalité des activités, mais surtout dues au type d'activités informelles à savoir les nouvelles technologies. Ainsi donc, on peut retenir que c'est un secteur en forte expansion avec un niveau de concurrence interne très poussé, constitué essentiellement de promoteurs individuels ayant un niveau d'instruction supérieur à la moyenne du secteur informel en général. C'est aussi un secteur qui joue un rôle économique et social très important à travers d'une part les emplois qu'il crée et les salaires qu'il paye et d'autre part sa contribution directe à la valeur ajoutée globale de l'économie et donc à l'amélioration du taux de croissance de la production intérieure brute.

Le SITIC est dominé par les hommes contrairement au secteur informel en général. Le niveau d'instruction y paraît plus élevé que la moyenne du secteur informel. Il se dessine donc un secteur informel dominé par les hommes et où les intellectuels y sont prépondérants.

L'analyse des facteurs déterminants de la performance a montré que les variables socio-économiques comme l'âge, le genre, le niveau d'instruction n'avaient aucune influence significative sur la probabilité d'être performant. Cette probabilité augmentait selon que le promoteur utilise le téléphone mobile comme outil de travail ou selon que l'unité de production est individuelle ou collective, les promoteurs individuels et ceux utilisant le téléphone étant plus performants que les autres.

Ce travail ouvre le terrain pour une exploration fine des nouvelles technologies afin de voir s'il se dessinera dans l'avenir une trajectoire proche de celle qui se déroule en Asie, à savoir la naissance d'une industrie des TIC. Si cette industrie semblent se dessiner dans le secteur des services actuellement en Afrique, nos investigations de

terrain montrent l'existence d'un embryon d'industrie numérique à travers la création de logiciels et des applications webs. Le fait que ces travaux se fassent en dehors de règles bien établies et en dehors de règles de partage de l'information sur les réalisations font qu'elles sont sous estimées. Des analyses approfondies sur ce terrain pourraient aider à comprendre le potentiel de créativité du STIC sur le plan de création de l'économie numérique industrielle.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIE

- ADAM J. et JACQUET P. (2010), « *TIC et développement des pays pauvres* »,
- CHAZE C. et TRAORE F. 2000, « *Les défis de la petite entreprise en Afrique pour une politique globale d'appui à l'initiative économique : des professionnels africains proposent* » ; Ed Léopold Mayer/RAMPE.
- COLECCHIA A et SCHREYER P. 2002 ; « *la contribution des technologies de l'information et des communications a la croissance économique dans neuf pays de l'OCDE* », Revue économique de l'OCDE n° 34, 2002/1
- DE SOTO H. 1994, « *l'autre sentier, la révolution de l'informel dans le tiers monde* », ed. la découverte.
- ELLIS S. et FAURE Y. 1995, « *Entreprises et entrepreneurs africains* » ; édition KARTHALA-ORSTOM, p 626.
- FERCHIOU R. 1994, « *MICRO ENTREPRISES DU SECTEUR INFORMEL A TUNIS : OBSTACLES DE CARACTERE LEGAL ET INSTITUTIONNEL* », BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL, GENESE, DOCUMENT DE TRAVAIL, SERIE WEP 2-19/WP-51.
- HERNANDEZ, E. M., MARCO, L 2003; « *L'entreprenariat et les théories de la firme* », Revue Française.
- KABORE M. 2005, « *Les déterminants du secteur informel de Bobo-dioulasso au Burkina Faso* » ; Mémoire de DEA, Ouagadougou, p 78.
- LAUTIER B. 1994 : « *L'économie informelle dans le tiers monde* », ed la découverte, coll « Repère », P123.
- LEQUILLER F. 2001, « *La nouvelle économie et la mesure de la croissance du PIB* » Série des documents de travail de la Direction des Etudes et Synthèses Économiques, G 2001 / 01

- MAKHLOUFI A. et KHARDOUCHE A, 2007**, « *Les apports des mobiles au développement des PME et PMI algériennes* », Revue électronique TIC et Développement, 21 août
- OCDE (2002 a)**, « *measuring the information Economy* », OCDE, Paris, www.ocde.org/sti/measuring-infoeconomy
- OUÉDRAOGO S. (2009)**, Dynamiques et rôle économique et social du secteur informel des TIC au Burkina Faso, au Cameroun et au Sénégal, éléments méthodologiques pour une recherche sur la question, Yam Pukri, Burkina Faso. 113 pages
- OUÉDRAOGO S. et al (2010)** Dynamiques et rôles économique et social du secteur informel des TIC en Afrique de l'Ouest et du Centre : *Cas du Burkina Faso, du Cameroun et du Sénégal* Série rapport de recherche RAP.R. TIC INFOR 1.4., synthèse 39 pages Yam Pukri, Burkina Faso
- TOURE A. (2007)**, Améliorer la connectivité des TIC pour développer la croissance économique en Afrique
- [HTTP://PORTAL.UNESCO.ORG/CI/FR/EV.PHP-
URL_ID=25402&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.HTM](http://portal.unesco.org/ci/fr/ev.php-url_id=25402&url_do=do_topic&url_section=201.html)
L IUT
- UEMOA 2003**, « *Le secteur informel dans les principales agglomérations de sept membres de l'UEMOA : Performances, Insertion, perspectives* », Principaux résultats de l'enquête 1-2-3 de 2001-2002 réalisée par les instituts nationaux de statistique des Etats membres avec l'appui technique d'AFRISTAT et de DIAL et sur financement de l'Union européenne.